



Mémoire et vérité

Les armées cinq ans après...

Lettre n°17/04 du 15.04.2017

Contrairement à ce qui est dit et écrit par des observateurs mal informés ou mal intentionnés, la situation de nos armées, au cours des cinq dernières années, s'est considérablement dégradée au point d'être en limite d'implosion. Tous les responsables politiques et militaires du plus haut niveau estiment indispensable et urgente la remontée de l'effort de Défense à 2% du PIB au cours des prochaines années. On ne peut que déplorer que cette volonté ne les ait pas animés plus tôt.

Du Livre blanc aux réalités

Dès le 11 mars 2012, le candidat François Hollande annonçait clairement une réduction de l'effort de Défense. Effectivement, le *Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale* paru un an après fixait aux armées des contrats opérationnels divisés de moitié par rapport à ceux du Livre blanc précédent. La loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019 qui traduisait ces choix, conduisait à ramener la part du PIB consacrée à la Défense (hors pensions) de 1,6% du PIB en 2012 à 1,4% en 2019. Les déflations importantes d'effectifs de 10 175 postes prévues par la LPM précédente (2009-2014) étaient donc maintenues, et la nouvelle LPM organisait une déflation supplémentaire de 23 500 postes. Ce sont les attentats de 2015, avec le déclenchement de l'opération *Sentinelle*, qui ont contraint le président de la République à finalement revoir les déflations prévues dans la LPM jusqu'en 2019. Dès lors, les effectifs et la part du PIB consacrée à la Défense seront globalement stabilisés au niveau de 2015, mais s'avèrent très insuffisants pour faire face aux multiples missions confiées aux armées.

La guerre sur plusieurs fronts

L'opération *Serval* au Mali, déclenchée en janvier 2013, a été décidée dans l'urgence malgré des renseignements précis connus de longue date. Elle a été remarquablement exécutée par une armée dont les états-majors et les unités ont été organisés, entraînés et équipés durant les années précédentes. Le mérite de ce succès opérationnel en revient donc aux seuls soldats dont la disponibilité, l'audace, le courage, la compétence et la capacité d'adaptation ont été unanimement reconnus. Quatre ans après, cette opération, étendue aux cinq pays du Sahel, se prolonge avec les 3 500 militaires de l'opération *Barkhane* déployés sur plus de 5 millions de km². Elle semble devoir s'éterniser faute de but politique clair s'appuyant sur des moyens militaires suffisants.

En novembre 2013, alors que les violences se déroulaient depuis un an en Centrafrique, la France lançait trop tardivement l'opération *Sangaris* avec des moyens militaires insuffisants. Elle dut très vite les renforcer et se maintenir sur place plus longtemps que prévu en raison de la dégradation de la situation. La fin de l'intervention française, en octobre 2016, reflète certes une baisse du niveau de violence, mais la RCA n'est pas pour autant stabilisée et réconciliée, loin s'en faut.

L'opération *Chammal* au Moyen-Orient se poursuit essentiellement sous la forme d'appui aérien et de tirs d'artillerie au profit des forces irakiennes dans le cadre d'une coalition dirigée par les Etats-Unis. Elle vise clairement à détruire les forces de l'Etat islamique, mais les buts politiques relatifs au devenir de la Syrie et de l'Irak sont-ils communs à tous les pays de la coalition ? Rien n'est moins sûr !

Enfin, au plan intérieur, l'opération *Sentinelle*, qui mobilise en permanence plus de 7 000 hommes, a déstabilisé nos armées. Elle s'ajoute aux opérations extérieures et au dispositif permanent de sûreté déployé par nos forces, notamment pour assurer la permanence de la dissuasion nucléaire, du contrôle de notre espace aérien et de notre domaine maritime. Les contrats opérationnels fixés en 2013 sont désormais très largement dépassés !

De plus, ces opérations portent toutes la marque d'une décision d'engagement tardive, d'une faiblesse des moyens militaires déployés et d'un manque de clarté dans le but politique visé, car l'engagement des forces ne peut et ne doit en aucun cas constituer une finalité, mais seulement un moyen, contribuant à créer les conditions nécessaires à l'atteinte du but politique recherché.

Toutes ces opérations révèlent aussi chaque jour davantage les lacunes et les insuffisances de nos forces en effectifs et matériels, qui sont pourtant exposées régulièrement par les chefs d'état-major aux autorités politiques et devant les membres des commissions de la Défense de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Une tardive prise de conscience

La situation est critique. L'armée est utilisée au-delà de ses capacités. Son niveau d'entraînement s'amointrit, la disponibilité de ses matériels est catastrophique, les infrastructures se dégradent de manière accélérée faute d'entretien suffisant, la modernisation des équipements se fait à un rythme bien trop lent. Il aura donc fallu cinq ans, des attentats violents sur le territoire national, des engagements opérationnels longs dont les résultats ne sont pas au rendez-vous, pour que la classe politique déclare prendre conscience de cette situation critique.

Il faut rompre radicalement avec cette situation de déclin. Tout le monde s'accorde pour remonter à 2% du PIB à court terme. Encore faut-il fixer l'échéance et préciser si ce chiffre inclut les pensions de retraite, ce qui naturellement n'aurait aucun sens et constituerait une tromperie.

Alors pourquoi n'avoir pas relevé notre effort de Défense depuis 2015, quand nous avons déclaré unanimement : « *nous sommes en guerre ?* ». Nous serions aujourd'hui à 1,7 ou 1,8% du PIB, tandis que nous stagnons toujours à 1,5% et laissons dériver notre outil militaire.

C'est bien en cette période électorale que le soldat mesure à quel point les échéances politiques ne correspondent pas aux impératifs de durée qu'exigent la préparation des armées et la conduite de la guerre. Il est urgent que les responsables politiques en prennent conscience sur le plan budgétaire et que l'opinion s'organise pour leur rappeler leurs devoirs en matière de Défense et de sécurité, sujets peu présents dans le débat électoral, et exiger d'eux le respect de leurs engagements.

LA REDACTION
www.asafrance.fr